

COORDINATION EUROPEENNE VIA CAMPESINA

*Rue de la Sablonnière 18, 1000 Brussels, tel : +32 22173112, fax : +32 22184509
Rue d'Arlon 51B/15, 1040 Brussels, tel : +32 22800832, fax : +32 22802160*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles 1 juillet 2008

Création de la Coordination Européenne Via Campesina

Une nouvelle organisation pour changer la politique agricole européenne dès le bilan de santé

Le processus de rassemblement initié par la Coordination Paysanne Européenne (CPE) et la COAG a culminé le 27 juin avec la présentation publique de la Coordination Européenne Via Campesina en présence de Josep Puxeu, le secrétaire d'État espagnol pour le milieu rural et l'eau.

La Coordination Européenne Via Campesina regroupe les organisations rassemblées auparavant dans la CPE et de nombreuses organisations paysannes et de travailleurs agricoles du Danemark, de Suisse, d'Italie, des Pays-Bas, d'Espagne, de Grèce, de Malte et de Turquie.

L'objectif principal de cette organisation est la lutte pour d'autres politiques agricoles et alimentaires plus légitimes, plus justes, plus solidaires et plus durables qui sont nécessaires en Europe pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire, de santé publique, d'emploi dans le monde rural et pour affronter la crise des prix alimentaires globale et le réchauffement climatique.

En Europe, chaque jour plus de mille exploitations agricoles disparaissent faute d'une vraie volonté politique de faire vivre l'agriculture paysanne et familiale.

Nous exigeons le développement d'une agriculture paysanne diverse et liée aux territoires et l'application de la souveraineté alimentaire.

Vous trouverez ci-dessous une présentation des valeurs, des priorités de la Coordination Européenne Via Campesina ainsi que la liste de ses organisations membres et de son Comité de Coordination.

En 2008 la Coordination Européenne Via Campesina participera activement au Forum Social Européen à Malmö en Suède (17-21 sept), à la mobilisation et au forum d'Annecy en France lors de la réunion informelle du Conseil Agricole (20-23 sept) et la Vième conférence de Via Campesina (17-23oct). Elle s'engagera activement dès 2008 dans le débat sur la PAC d'après 2013.

SOCLE COMMUN

Nous, organisations membres de la Coordination Européenne Via Campesina, souhaitons renforcer le mouvement paysan européen pour faire changer la politique agricole européenne. Nous défendons le droit de souveraineté alimentaire, nécessaire à ce changement. Le socle commun ci-dessous reprend nos valeurs et nos priorités. Nous invitons

les organisations paysannes et rurales qui le partagent à nous rejoindre pour faire changer la politique agricole européenne dès 2008.

Quelles sont nos valeurs ?

- **la solidarité**, à la place de la concurrence,
- **la justice sociale**,
- **l'égalité des droits** entre hommes et femmes,
- **l'utilisation durable** des ressources naturelles,
- **la santé** des producteurs et des consommateurs,
- **la diversité régionale** des produits et des agri-cultures.

Pourquoi voulons-nous changer les politiques agricoles actuelles en Europe ?

La PAC actuelle est le résultat d'une mauvaise PAC d'avant 1992, mal réformée en 1992, 1999, 2003 en fonction des critères de l'OMC : elle fait disparaître les paysans européens. Elle n'est pas légitime sur le plan international (dumping) ni sur le plan social (inégalités), et ruine l'environnement, la santé, et la qualité des produits. Elle fait des paysans des assistés, sans reconnaissance économique et sociale. Les paysans d'Europe Centrale intégrée à l'UE ont été discriminés financièrement. Les pays européens hors de l'UE qui ont signé l'accord de l'OMC suivent des politiques parallèles à la PAC.

Nos priorités pour une politique agricole légitime, durable et solidaire

- Nous avons besoin d'une politique publique, d'une politique agricole européenne définie par les européens et non par l'OMC. **Oui à un changement de PAC, non à sa suppression.**
- **L'emploi** agricole et rural doit être une priorité: non à la disparition des paysan(ne)s.
- **Les droits des paysannes** doivent être reconnus.
- **L'accès à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit** doit devenir un droit. Cela inclut le droit des paysan(ne)s à sauvegarder leurs semences et à améliorer leurs variétés végétales
- Il faut favoriser **l'installation** de jeunes paysan(ne)s.
- Les paysan(ne)s doivent **vivre d'abord de la vente de leurs produits**. Pour que les prix agricoles reflètent la valeur réelle des produits, les deux conditions suivantes sont nécessaires:
 - o La production doit être **maîtrisée**, afin d'éviter les excédents ou les pénuries
 - o Toute forme de **dumping** à l'exportation (vente à des prix en dessous des coûts de production) doit être interdite, en échange de quoi l'UE et les autres pays ont le droit de se protéger d'importation à trop bas prix.
- Pour maintenir **un monde rural vivant** dans toutes les régions,
 - o l'agriculture paysanne doit se maintenir et se développer : un soutien européen est nécessaire, en particulier pour les petites exploitations et les régions défavorisées.
 - o Le processus de concentration de la production agricole doit être stoppé et la production agricole mieux répartie entre les régions et les exploitations.
 - o Les services publics doivent être maintenus et améliorés sur tout le territoire.
- **Les modes de production** qui ruinent l'environnement, consomment trop d'énergie, dégradent la qualité et la sûreté des produits doivent être ré-orientés.

- **L'utilisation des terres agricoles** doit être consacrée en priorité à la production alimentaire.
- La **biodiversité** doit être sauvegardée: **OGM** et brevetage du vivant doivent être interdits.
- La politique de **développement rural** ne doit pas remplacer ni corriger les défauts de la PAC, mais la compléter, en développant l'emploi en priorité.
- **Les filières courtes** de commercialisation doivent être priorisées par rapport au transport à longue distance et aux marchés internationaux.
- **Les travailleurs agricoles immigrants doivent être traités sans discrimination, avec les mêmes droits que leurs homologues européens.**
- Nous avons besoin de règles du **commerce international** sans dumping, basées sur le droit de **souveraineté alimentaire**, les droits humains, et le droit international du travail.



Comité de Coordination :

Joop de Koeijer (Pays-Bas): +31 111 69 15 81

Lidia Senra (Espagne): +34609845861

Marit Jordal (Norvège): +47 24148950

Pierre André Tombez (Suisse): +41 216017467

Rafael Hernández (Espagne): +34616436556

René Louail (France): +33 672848792

Javier Sánchez (CCI de Via Campesina) (Espagne): +34 609359380

Josie Riffaud (CCI de Via Campesina) (France): +33 613105291



Organisations Membres :

Allemagne

Arbeitsgemeinschaft Bäuerliche Landwirtschaft (ABL)

Autriche

Österreichische Bergbauernvereinigung (ÖBV)

Belgique

Fédération unie des groupements des éleveurs et agriculteurs (FUGEA)

Mouvement Action Paysanne (MAP)

Vlaams Agrarisch Centrum (VAC)

Danemark

Frie Boender

Espagne

Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos (COAG)

Euskal Herriko Nezakarien Elkartasuna (Union de Ganaderos y Agricultores Vascos (EHNE/UGAV) - Pais Vasco

Sindicato Labrego Galego (SLG) - Galicia

Sindicatos de Obreros del Campo (SOC)

Europe

Mouvement International de Jeunesse Agricole Catholique (MIJARC-Europe)

France

Confédération nationale des syndicats des exploitants familiaux (MODEF)

Confédération Paysanne

Grèce

NEAK

Italie

Associazione Italiana per l'Agricoltura Biologica (AIAB)

Associazione Rurale Italiana (ARI)

Malte

Assocjazzioni tal-Bdiewa (ATB)

Norvège

Norske bonde – og Smabrukarlag (Norwegian Farmers' and Smallholders' Union) (NBS) - Norge

Pays- Bas

Nederlandse Akkerbouw Vakbond (NAV)

Portugal

Confederacao National da Agricultura (CNA)

Suède

Nordbruk

Suisse

L' Autre Syndicat

Uniterre

Turquie

Confederation of Farmers' Unions (ÇİFÇİ-Tİ-SEN)